

Affaires courantes

s'opposent à la taxe sur les produits et services et exhortent le gouvernement du Canada à la rejeter, quitte ensuite à procéder à une réforme de la fiscalité qui soit juste.

C'est au nom de mes électeurs que j'ai l'honneur de présenter cette pétition.

LE PORT DE VICTORIA

M. John Brewin (Victoria): En outre, monsieur le Président, je présente une pétition de la part de gens qui s'opposent vivement à ce que des navires nucléaires entrent dans le port de Victoria.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par environ 500 habitants de ma circonscription, d'Essex—Windsor et de circonscriptions avoisinantes. Ils demandent au Parlement d'adopter une approche différente à l'égard de la taxe sur les produits et services.

Selon les pétitionnaires, le gouvernement ne s'est pas attaqué au régime fiscal injuste actuel qui permet aux particuliers et sociétés riches de payer peu ou pas d'impôt fédéral tout en obligeant les contribuables à revenu faible ou moyen à assumer une plus grande partie du fardeau fiscal du pays.

Les pétitionnaires sont très préoccupés par la proposition de taxer la lecture, les coupes de cheveux, les couches pour bébés, les cercueils, le fuel domestique et ils font savoir très clairement que le gouvernement devrait retirer la taxe sur les produits et services.

LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, je voudrais présenter une pétition sur un sujet tout à fait différent. Il s'agit d'une pétition lancée par deux mécaniciens de Yorkton, Allan Pilon et Randy Moore, au sujet de modifications que les mécaniciens voudraient voir apportées à la Loi de l'impôt sur le revenu.

La pétition a été signée par environ 7 000 Canadiens et on y réclame ce qui suit: «Ainsi, les soussignés, vos pétitionnaires, prient humblement le Parlement du Canada de prévoir une déduction unique sur le revenu imposable correspondant à la valeur des outils et du matériel appartenant aux mécaniciens et aux apprentis. Ces outils et ce matériel sont essentiels pour nous permettre de gagner notre vie et de faire vivre notre famille. Ainsi, nous réclamons humblement un crédit d'impôt

complet pour tous les outils et tout le matériel achetés chaque année, afin de gagner notre vie, ce qui permettrait de s'assurer que le fardeau fiscal est réparti de façon équitable entre tous les contribuables.»

• (1530)

Selon moi, ils ont de bonnes raisons de réclamer cette exemption d'impôt pour les outils qu'ils achètent afin de gagner leur vie, de travailler, en vue d'assurer un gagne-pain à leur famille. J'espère que le gouvernement tiendra compte de leur demande et apportera sous peu la modification voulue à la Loi de l'impôt sur le revenu.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Jack Whittaker (Okanagan—Similkameen—Meritt): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai le plaisir de présenter à la Chambre une autre pétition contre la taxe sur les produits et services.

Les Canadiens, qu'ils habitent sur la côte ouest, sur la côte est ou dans le centre du pays, sont unanimes pour dénoncer la taxe sur les produits et services. Ils demandent au gouvernement, ils le supplient de revenir à la raison, de retirer le projet de taxe sur les produits et services et d'instaurer une taxe qui soit juste pour tous les Canadiens.

VIA RAIL

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter deux pétitions à la Chambre, conformément à l'article 36 du Règlement. La première regroupe les signatures de Canadiens de nombreuses villes et localités des quatre coins du Canada, dont Toronto et Winnipeg, qui demandent au gouvernement d'adopter une loi qui, fondamentalement, assurerait la mise sur pied par VIA Rail d'un service voyageurs moderne et efficace.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): La seconde pétition a trait à l'impitoyable taxe sur les produits et services. Les signataires de cette pétition habitent presque tous à 150 Mile House, dans le centre de la Colombie-Britannique. Ils demandent au gouvernement de retirer la taxe sur les produits et services et d'instaurer un régime fiscal équitable. Ils sont préoccupés du fait que le Sénat libéral a déjà adopté en deuxième lecture le projet de loi sur la TPS, et je partage leur inquiétude. Ils dénoncent cette situation qu'ils disent honteuse et choquante.